

## MONDE

**Barack OBAMA en visite surprise à Kaboul.** Il s'agit de son premier déplacement en Afghanistan en tant que Président américain. L'objectif : aborder avec son homologue Hamid KARZAI, la question de la corruption. A l'issue des entretiens, M. OBAMA s'est dit encouragé par les « progrès » du gouvernement afghan pour combattre le trafic de drogue et la corruption, mais expliqué qu'il attendait encore davantage de son allié. Son porte-parole a fait savoir que M. KARZAI serait reçu le 12 mai à la Maison-Blanche.

**Attentats de Moscou : 39 morts.** Le double attentat suicide dans le métro de Moscou, le plus meurtrier de ce type depuis 2004, a été revendiqué par le chef du groupe rebelle islamiste Emir du Caucase, comme « *un acte de vengeance* » des opérations des forces russes. Il prévient : « *la guerre viendra dans vos rues* ». Les dirigeants russes ont vivement réagi après ces attaques, le Premier ministre, Vladimir POUTINE promettant que les « *terroristes* » seraient « *anéantis* ». Les deux kamikazes étaient des femmes, dont une avait 17 ans.

**Le Canada quitte Sarajevo.** Les Forces armées canadiennes ont annoncé leur retrait de Bosnie-Herzégovine, après le retour au Canada des six derniers militaires affectés au quartier-général de l'OTAN à Sarajevo, mettant ainsi un terme à une présence de 19 ans dans ce pays des Balkans.

**La fin de l'UEO.** L'alliance militaire de la « *Guerre froide* » est dissoute. L'assemblée parlementaire et le siège à Bruxelles disparaîtront à fin juin 2011.

**9 milliards de dollars pour Haïti.** Promesses des 120 donateurs internationaux, réunis à l'Onu. 5,3 milliards dans les deux ans pour reconstruire Haïti après le séisme du 12 janvier. Selon BAN Ki-moon, la Commission pour la reconstruction en Haïti espère injecter 3,9 milliards de dollars dans les 18 prochains mois. Secteurs prioritaires : la santé, les installations sanitaires, l'éducation et le logement. La Banque mondiale, chargée de la gestion des fonds d'aide a promis 79 millions de dollars d'ici juin 2011, dont l'annulation de la dette haïtienne auprès de l'organisation. Dominique STRAUSS-KAHN, directeur général du FMI, évalue à 8% la croissance haïtienne pour les années à venir. « *Mais la condition numéro un c'est que les autorités haïtiennes soient à la place du conducteur* »...

**Ils se parlent...** Entretiens OBAMA-SARKOZY dans le Bureau ovale, avant une conférence de presse en commun, puis dîner à quatre dans les appartements privés du Chef d'Etat américain. « *Il existe aujourd'hui des relations très solides entre les deux dirigeants* », a déclaré le porte-parole de la Présidence américaine. Barack OBAMA n'a pas demandé le renforcement du contingent français en Afghanistan. Positions très proches aussi sur les grands sujets de préoccupation mondiale comme le renforcement des sanctions pour empêcher l'Iran d'accéder à l'arme nucléaire. Sur le dossier controversé de l'appel d'offres pour les avions ravitailleurs à l'armée américaine, le Président américain promet que le processus de sélection serait « *libre et juste* ».

**Irak.** Le vainqueur des législatives irakiennes, le laïque Iyad ALLAWI, a lancé ses négociations pour former une coalition gouvernementale, mais ses projets pourraient être compliqués par un avis de la Cour suprême réclamé par son rival, le Premier ministre sortant Nouri al-MALIKI.

## EUROPE

**ICE ?** Les citoyens européens pourront bientôt de demander à la Commission de légiférer sur un sujet de leur choix. Ils doivent être au moins 1 million et ressortir d'un nombre significatif d'Etats membres. La Commission a présenté un projet de règlement sur cette initiative citoyenne européenne (ICE). Objectif : que ce nouvel instrument aide à combler le déficit démocratique de l'Union.

**Libye et UE : le réchauffement.** La levée des restrictions à l'octroi de visas des deux parties a été annoncée, mettant ainsi fin à la crise provoquée par la liste suisse de personnalités libyennes interdites d'entrée dans l'espace Schengen.

« **La zone euro prend son destin en main** ». Conclusion de Nicolas SARKOZY après le sommet européen où un accord a été trouvé pour soutenir la Grèce. C'est un « *compromis* », mais

aussi un « *pas majeur* ». Comme le souhaitait l'Allemagne ce mécanisme est un « *dernier recours* ». Quel type d'aide ? Il s'agira de prêts coordonnés des membres de la zone euro et du FMI. Pas d'automatisme : le pays concerné devra faire une demande puis, évaluation de la Commission européenne et de la BCE, puis décision à l'unanimité des membres de la zone euro. De nouvelles négociations sont donc à prévoir. Aucun chiffre prévu pour le montant. Pour la Grèce, qui va lancer un emprunt en dollars, on estime les besoins entre 20 et 30 milliards d'euros.

## AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

**Réforme contestée en Turquie.** Le parti issu de la mouvance islamiste au pouvoir, l'AKP, a présenté un projet de révision de la constitution, qui vise à restructurer et à changer le mode de nomination des hautes instances judiciaires qui lui sont hostiles (le Conseil supérieur de la magistrature et la Cour constitutionnelle). Ces institutions sont considérées comme deux bastions de la laïcité, en conflit ouvert avec le gouvernement islamo-conservateur.

**Clôture du sommet des dirigeants arabes.** Ils ont conditionné la reprise du dialogue israélo-palestinien à l'arrêt total de la colonisation à Jérusalem, appelant le président américain, Barack OBAMA, à maintenir la pression sur Israël.

**Guinée-Bissau : des militaires ont arrêté le Premier ministre** et le chef d'état major de l'armée, et pris le contrôle du centre de la capitale. La France fait part de son « inquiétude ».

**Soudan : scrutin à risque.** Quatre importants candidats opposés au Président Omar EL-BECHIR se sont retirés de la course, accusant la commission électorale de partialité. Election le 11 avril.

## POLITIQUE INTÉRIEURE

« **Ne touchez pas au bouclier fiscal !** » a lancé Nicolas SARKOZY devant les députés UMP réunis à l'Élysée. Le Président de la République a confirmé qu'il n'envisageait pas une remise en cause de la mesure phare du début de son mandat. « *Soyez tenaces. Soyez combatifs. Je ne cède rien* », a dit le Chef de l'Etat qui a appelé sa majorité à l'union. François FILLON et Jean-François COPE ont été très cités dans son discours. En conclusion ? « *Il faudrait, Jean-François, que l'on fasse plus souvent ce genre de rendez-vous* ». L'Élysée voudrait que cette rencontre ait lieu 1 fois par mois.

**La fronde persiste.** François BAROIN, ministre du Budget, plaide pour « *la stabilité fiscale* », alors que 13 députés UMP ont déposé une proposition de loi pour suspendre ce bouclier, qui limite à 50% le taux d'imposition maximum. Alain JUPPE a déclaré ne pas être « *choqué* » qu'« *on demande aux très riches de faire un effort de solidarité supplémentaire vis-à-vis de ceux qui souffrent dans la crise* ». Dominique de VILLEPIN demande aussi la suppression du dispositif. Il estime que le bouclier recalculé par le Président SARKOZY, en incluant la CSG et la CRDS, ramène en réalité la limite d'imposition à 39%. Gérard LONGUET, président du groupe UMP au Sénat, souhaite une réflexion sur la fiscalité des revenus de tous les Français. Jean-François COPE est sans « *religion définitive* » sur le sujet. Xavier BERTRAND estime que face à « *l'ampleur des déficits* », « *faire croire qu'une seule mesure permettrait de tout régler, n'est pas la vérité* ».

**Le séminaire de travail des parlementaires UMP.** Une réunion autour du Premier ministre, pour débattre des priorités des deux dernières années du quinquennat. Seuls 200 élus sur plus de 400 conviés ont répondu présents. Une défection annoncée de façon particulièrement virulente : celle de Thierry MARANI, chargé des Français de l'étranger à l'UMP, candidat malheureux en PACA. « *Il n'y a pas de nouveau contrat avec le peuple* » avait déclaré le chef du gouvernement, avant la réunion, refusant d'engager sa responsabilité devant le Parlement. François FILLON a fermement maintenu le cap fixé. Clôturant ce débat « *libre* » et « *naturellement divers* », il a affirmé que gouvernement et majorité étaient d'accord : « *nous allons poursuivre les réformes* » et « *resserrer, ajuster mais pas changer notre ligne politique* ».

**La balle au Centre.** Les parlementaires NC ont décliné l'invitation au séminaire autour du Premier ministre. Celui-ci n'avait pas répondu en personne la semaine dernière au Président du Groupe centriste de l'Assemblée nationale lors d'une séance des questions d'actualité, provoquant la colère et le départ des élus de l'hémicycle. Nouvelle manifestation de la volonté d'indépendance des centristes : Maurice LEROY, porte-parole du NC, a estimé que le président du parti, Hervé MORIN, ministre de la Défense, avait « *vocation à être candidat à l'élection présidentielle* ». « *A droite, quand il y a deux candidats, on appelle ça la division. A gauche, quand ils sont quatre ou cinq, on appelle ça le pluralisme* », a ironisé le député. Les centristes tiendront un conseil national le 12 avril.

**Le Parti radical valoisien veut débattre.** Le Parti présidé par Jean-Louis BORLOO, ministre d'Etat, ministre de l'Ecologie, n°2 du Gouvernement, s'est réuni en comité exécutif. Les participants ont considéré qu'un éventuel départ de l'UMP aurait pour conséquence un renforcement de la majorité, en organisant un pôle social et écologique en son sein. La décision devrait être prise formellement avant l'été. M. BORLOO devrait être reçu par Nicolas SARKOZY prochainement.

**2012.** Alain JUPPE a évoqué une éventuelle candidature à la candidature, pour la présidentielle de 2012, dans l'hypothèse où Nicolas SARKOZY ne se représenterait pas. Xavier BERTRAND a affirmé que tous les candidats UMP devront se soumettre à des primaires. Nicolas SARKOZY a demandé aux députés réunis à l'Elysée de ne pas soulever cette question pour l'instant.

**Alain JOYANDET « regrette beaucoup ».** Le secrétaire d'Etat à la Coopération et à la Francophonie a loué un jet privé pour 116.500 euros pour participer à la Martinique à une conférence internationale sur Haïti. « *Je ne suis pas connu comme quelqu'un de dépensier. Je regrette beaucoup si cette somme choque* », a-t-il dit, en assurant avoir été « *toujours très attentif à l'engagement des dépenses publiques* », lors de près de 90 déplacements internationaux.

**Retour aux sources.** L'ancien secrétaire d'Etat, Roger KAROUTCHI, conseiller régional (UMP) d'Ile de France, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès de l'OCDE, a déclaré qu'il envisageait d'être candidat aux sénatoriales dans son ancienne circonscription en 2011. Ancien sénateur des Hauts-de-Seine, il n'avait pas repris son siège après son départ du gouvernement.

**Jean-Pierre CHEVENEMENT dénonce des « maltraitances ».** Le président du Mouvement républicain et citoyen, ancien ministre, sénateur (RDSE) du Territoire de Belfort, a annoncé que son parti se retirait de la commission sur les primaires de la gauche pour 2012, du fait de « *maltraitances* » dont le MRC a fait l'objet aux régionales et de « *différences de fond* ».

**La valse à trois temps.** Le porte-parole du PS, Benoît HAMON, a évoqué « *l'hypothèse* » de primaires ouvertes en « *trois temps* » pour désigner le candidat de la gauche à la présidentielle 2012, avec un « *premier tour éliminatoire* » qui permettrait d'« *égrenier le nombre de candidats* ». M. HAMON a rappelé que l'idée était de proposer des « *primaires ouvertes à d'autres partis que le Parti socialiste* » mais aussi « *à tous les électeurs qui souhaitent participer et choisir le ou la meilleur(e) candidat(e) pour la gauche en 2012* ».

**Dominique STRAUSS-KAHN, meilleur candidat de la gauche** pour la présidentielle de 2012 pour 37% des Français (et 47% des sympathisants socialistes), loin devant Martine AUBRY, (13%) et Ségolène ROYAL, selon un sondage LH2.

**57% de Français se disent défavorables à une candidature de Nicolas SARKOZY** à l'Elysée en 2012, selon Ipsos pour France Soir. Toutefois 74% des personnes interrogées pensent que le président se représentera, seuls 17% n'y croyant pas.

**Popularité en baisse pour Nicolas SARKOZY.** A peine 32% d'opinions favorables, - 7 points en un mois. C'est le taux le plus bas depuis son élection. La plupart des personnalités de la majorité sont en baisse sauf François FILLON qui reste stable à 46% selon Ipsos pour Le Point. Un sondage LH2 indique la même tendance avec une perte de 4 points sur un mois pour Nicolas SARKOZY (35% d'opinions positives) et un recul de 3 points pour François FILLON (47%).

## PARLEMENT

### Assemblée nationale

**Dialogue social dans la fonction publique : discussion reportée.** Le gouvernement et la majorité UMP ont décidé de reporter d'une semaine l'examen du projet de loi, qui inclut un volet controversé sur la retraite des infirmières. 5.500 amendements ont été déposés par le groupe PS, synonymes de très longs débats. Or, en reculant l'examen de ce texte, les parlementaires de la majorité peuvent utiliser la procédure de temps programmé, qui limitera à 15 heures les discussions.

**A voté.** Les députés de la majorité ont, sans surprise, repoussé, par 313 voix contre 212, une proposition de loi socialiste visant à donner le droit de vote et d'éligibilité aux étrangers non communautaires aux élections municipales.

### Sénat

**Semaine sénatoriale de contrôle de l'action du gouvernement.** - Les débats : la protection des jeunes sur les nouveaux médias (demande de la commission de la culture) ; l'encadrement juridique

de la vidéosurveillance (demande de la commission des lois) ; le coût des 35 heures (demande du groupe UMP) ; les conséquences de la sécheresse de 2003 (demande de la com. des finances) ;  
- Questions cibles thématiques sur « l'éducation et l'ascension sociale » ;  
- Désignation des membres de la mission d'information sur les conséquences de la tempête Xynthia ;  
- Question sur les dispositifs de lutte contre les discriminations (demande du groupe socialiste).

**Séminaire de bataille.** Les Sénateurs de la majorité se retrouveront mardi prochain à huit clos « *en ordre de bataille* » pour les sénatoriales de 2011. 3 thèmes de la réunion : l'analyse de l'échec aux régionales, la désignation des orateurs nationaux qui iront s'exprimer dans les départements pour expliquer les réformes en cours, enfin la définition d'un « *socle idéologique* » constitué des thèmes « *prioritaires pour les sénateurs* ».

### Union Interparlementaire

**L'UIP à Bangkok.** Près de 700 députés et sénateurs de 158 parlements réunis pour la 122<sup>ème</sup> Assemblée plénière. Parmi les divers points à l'ordre du jour la proposition d'une transformation en une organisation internationale, qui « *pourrait conduire à une assemblée parlementaire de l'ONU* ». L'Allemagne, la France et d'autres parlements membres ont émis de sérieuses réserves. A noter : le sénateur Robert del PICCHIA assumera les fonctions de Président du groupe des 12+ (le groupe géopolitique de 44 parlements occidentaux) à compter du 6 mai.

## CONSEIL DES MINISTRES

**Projets de loi.** Texte relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité. / Projet de loi ratifiant l'ordonnance modifiant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

**Décret** sur statut de La Poste.

**Communications.** Le bilan du plan de relance dans le domaine du patrimoine. / La mise en œuvre de la réforme de la formation professionnelle. / La célébration du cinquantième anniversaire des indépendances africaines.

## ÉCONOMIE - DÉFENSE

**La seconde session de la conférence sur les déficits**, programmée en avril, a été repoussée à la mi-mai, indique François BAROIN, ministre du Budget, qui assure que le gouvernement va, dans le cadre du budget triennal 2011-2013, « *adresser un message très fort d'inflexion du déficit et de maîtrise des dépenses* ». Selon ce programme, la France s'engage à ramener le déficit public de 8,2% du PIB prévu fin 2010 à 3% en 2013, limite autorisée par Bruxelles.

**Sévère Dominique STRAUSS-KAHN.** Le directeur général du FMI a souligné « *les déboires actuels de la zone euro* » qui « *ont mis au grand jour un manque flagrant de coordination et de sanctions au sein de cette union monétaire de 16 pays* ». L'ancien ministre enfonce le clou : « *quand survient une tempête, comme celle de la crise financière mondiale, les faiblesses de ces institutions apparaissent clairement* », a-t-il expliqué. « *Une coordination meilleure, plus forte, des politiques économiques est à mon avis absolument nécessaire* », a-t-il ajouté.

**Le PIB a progressé de 0,6% au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009**, selon l'Insee. Sur l'ensemble de 2009, le PIB a néanmoins chuté de 2,2%, soit la pire récession depuis l'après-guerre. Le gouvernement table désormais sur une croissance de 1,4% cette année. Mais l'Insee est plus pessimiste, car la consommation des ménages, moteur traditionnel de la croissance française, est plombée par les faibles gains de pouvoir d'achat et la hausse du chômage. L'économie ne devrait croître que de 0,2% au 1<sup>er</sup> trimestre, selon l'Insee, qui a revu cette prévision à la baisse, et de 0,3% au 2<sup>ème</sup> trimestre.

**Le moral des ménages continue de baisser.** A -34 points. Les Français se montrant surtout inquiets de la montée du chômage (-5 points) et des perspectives de niveau de vie.

**Défaillances d'entreprises en octobre 2009.** Ralentissement en octobre : - 7,8% par rapport à septembre, mais hausse de 12,2% sur 12 mois, a annoncé l'Insee. Le nombre de défaillances atteint 53.909, contre 48.054 au cours des douze mois précédents.

**Des fonds qui rapportent très, très, très gros...** Les gérants des fonds spéculatifs (hedge funds) qui avaient moins gagné en 2008, ont vraiment beaucoup gagné en 2009. David TEPPER, du fonds Appaloosa a perçu 4 milliards (!) de dollars, George SOROS 3,3 milliards de dollars, James SIMMONS (Renaissance Technologies) 2,5 milliards de dollars et John PAULSON, 2,4 milliards de dollars...

**Nouveau START.** Le président Nicolas SARKOZY a salué « *chaleureusement* » le nouveau traité START de désarmement nucléaire entre les Etats-Unis et la Russie, qui sera signé le 8 avril à Prague.

## FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**Lycées français à l'étranger : mission sur la prise en charge.** Geneviève COLLOT, députée de l'Essonne, membre de la commission des affaires étrangères et Présidente du groupe d'étude sur les Français de l'Étranger et la sénatrice des Bouches-du-Rhône, Sophie JOISSAINS, membre de la commission de la culture et de l'éducation, ont été chargées par le Président de la République d'une mission d'évaluation sur la prise en charge par l'Etat de la scolarité des enfants français dans les classes de lycée à l'étranger. La lettre de mission prévoit des premières propositions pour juin.

**AFE. Convocation au J.O.** Par arrêté en date du 18 mars, les membres du bureau et les présidents et rapporteurs des commissions temporaires de l'Assemblée des Français de l'étranger sont convoqués à Paris les vendredi 21 et samedi 22 mai.

**Caisse des Français de l'étranger.** En application du décret du 17 février 2010, le taux de cotisations des travailleurs indépendants et des personnes sans activité professionnelle est désormais fixé à 8%, celui des retraités à 4,5% et ce, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2010. Plus d'informations sur [www.cfe.fr](http://www.cfe.fr)

## SANTÉ – SOCIÉTÉ

**Une loi sur le voile intégral.** M. FILLON a répété qu'il souhaitait légiférer « *dans les prochaines semaines* », sur la base de la proposition de loi UMP sur le voile et un rapport du Conseil d'Etat qui écarte la possibilité d'une interdiction générale. L'usage du voile intégral pourrait être autorisé dans la rue et proscrit dans les services publics et dans les endroits où des questions de sécurité imposent que les personnes soient identifiables. Dans cette perspective, le Premier ministre a annoncé qu'il proposerait aux parlementaires d'aller « *le plus loin possible sur la voie d'une interdiction générale du voile intégral dans le respect des principes généraux du droit* ». - A noter cette semaine, l'unanimité des groupes politiques belges ont voté en commission une disposition qui interdit le port du voile intégral sur la voie publique, mais aussi les casques de motos et ce qui empêche l'identification des personnes. Vote en plénière le 22.

**Fins de mois.** 20.000 débutants et 170.000 enseignants déjà en fonction, vont bénéficier de mesures de revalorisation salariale à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2010, a déclaré le ministre de l'Education, Luc CHATEL. + 157 euros nets par mois pour les professeurs des écoles et les professeurs certifiés et pour les professeurs agrégés, + 259 euros (nets mensuels). Les syndicats d'enseignants sont ressortis mécontents du ministère de l'Education nationale, qui leur a confirmé que la revalorisation des salaires ne concerne que les professeurs en début de carrière, soit environ le quart des effectifs. Dénonçant une politique du fait accompli, ils demandent l'ouverture de négociations en faveur de tous les enseignants.

**Mangerbouger.fr.** Les enfants de moins de 5 ans en 2010 sont légèrement plus grands, mais plus gros qu'il y a 10 ans. Un garçon a pris 2 cm et 800 grammes, une petite fille, 2 cm et 1,2 kg.

## CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

**Elysée 2.0.** Nouvelle mouture de son site Internet : [www.elysee.fr](http://www.elysee.fr).

## CARNET

### Nominations

**Thibaut FOURRIERE**, ambassadeur au Kirghizistan.

**Dominique GAZUY-FROMAGET**, ancien ambassadeur en Slovénie et en Moldavie, jusqu'alors déléguées à la valorisation des carrières au Quai, devrait être nommée ambassadeur au Monténégro.

**François PONGE**, ambassadeur en mission, ancien ambassadeur au Niger et au Rwanda, pourrait être nommé ambassadeur au Zimbabwe.

**Marie-Anne BARBAT-LAYANI** serait nommé directeur adjoint du cabinet du Premier ministre.

**Christian GRAS** rejoint Eurocopter, en tant que président exécutif, en charge du commercial.

**INFOS Hebdo. Copyright :** Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** [r.delpicchia@senat.fr](mailto:r.delpicchia@senat.fr)